



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 608

Texte de la question

NOMINATIONS AUX EMPLOIS ET FONCTIONS PUBLICS

M. le président. La parole est à M. Charles-Ange Ginesy, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Charles-Ange Ginesy. Monsieur le Premier ministre, pas une seule semaine ne passe sans que la presse n'annonce la nomination à un poste clé d'un proche du Président de la République.

M. Philippe Vitel. Eh oui !

M. Charles-Ange Ginesy. La valse des noms est ahurissante. Nous apprenons la nomination de Ségolène Royal à la vice-présidence de la Banque publique d'investissement pour seconder l'ami intime et camarade de promotion du chef de l'État Jean-Pierre Jouyet, qui, lui, cumule la présidence de la BPI et la direction générale de la Caisse des dépôts et consignations. On pourrait encore citer Olivier Schrameck, Jack Lang, David Azéma, Bernard Boucault, François Chérèque, Martine Aubry, Jean-Pierre Chevènement... Vous les avez tous nommés !

M. Jean-Pierre Barbier. C'est la République des copains !

M. Charles-Ange Ginesy. En outre, pour faire de la place pour votre clan, vous débarquez sans hésitation des fonctionnaires ayant pourtant su prouver leurs compétences, leurs qualités et leur talent. En effet, depuis votre arrivée au pouvoir, plus de 25 % des préfets, 35 % des recteurs d'académie, 15 % des consuls et 20 % des ambassadeurs ont été remplacés par des personnalités de gauche. Pour vos amis socialistes, c'est sûr, il n'y a pas de problème d'emploi. Vous préférez vous occuper d'eux plutôt que de stopper la vertigineuse hausse du chômage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Les 3 millions de chômeurs français apprécieront. Monsieur le Premier ministre, vous détenez tous les pouvoirs politiques et vous tripatouillez encore le code électoral afin de vous rendre les comptes plus favorables. Vous complétez cet attelage par des séries de nominations dans la haute administration. À une droite hier ouverte, vous opposez aujourd'hui une gauche recroquevillée, sectaire, absolue ; vous créez, monsieur le Premier ministre, un État-PS ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

M. Alain Vidalies, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement*. Monsieur le député, je crains un problème d'amnésie (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) : n'est-ce pas vous qui avez soutenu la nomination du fils du précédent Président de la République à la tête de l'Epad ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Cela aurait tout de même été une situation singulière... et c'est bien ce que vous auriez fait si nous n'avions pas réagi !

Vous évoquez des nominations, mais celle de M. Péchenard avait bien été faite sur des bases politiques !

Mme Bérengère Poletti. On parle de vous !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. D'ailleurs, le Gouvernement procède aux nominations en fonction des compétences et a même reconnu celles de certains de vos amis, comme M. de Romanet - il appréciera probablement plus notre sérieux que la qualité de votre question, puisqu'il a été nommé à la tête d'Aéroports de Paris - ou M. Rapoport, nommé à la tête de RFF ; nous pourrions ainsi donner une série de noms.

M. Alain Marty. C'est de la brasse coulée.

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Vous en arrivez à un point où l'on ne sait pas vraiment quelle politique vous

défendez. Nous venons de terminer un débat sur la réforme électorale dans les départements.

M. Guy Geoffroy. Hors sujet !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Ceux-là même qui voulaient supprimer le conseiller général nous reprochent aujourd'hui de supprimer les petits cantons, alors qu'ils souhaitent eux-mêmes en créer des grands. Et nous ne sommes pas au bout de nos surprises, puisque l'un de vos candidats potentiels à l'élection présidentielle, qui se lance le premier dans la campagne - pour essayer de prendre les autres de vitesse, si j'ai bien compris - veut quant à lui supprimer totalement le conseil général !

Mme Geneviève Levy. Ça n'a rien à voir !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Au lieu d'essayer d'inventer des arguments politiques, vous feriez mieux de mettre d'abord de l'ordre dans vos rangs pour essayer de définir une politique. D'ailleurs vous en avez le temps, car de notre côté nous nous occupons, avec le Président de la République et le Premier ministre, de mener la politique qui a été choisie par les Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Charles-Ange Ginesy](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 608

Rubrique : État

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 février 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 février 2013](#)